

Brochure n° 3138

Convention collective nationale  
IDCC : 184. – **IMPRIMERIES DE LABEUR  
ET INDUSTRIES GRAPHIQUES**

---

ACCORD DU 3 DÉCEMBRE 2013  
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1450113M  
IDCC : 184

---

Entre :  
L'UNIC ;  
La FSCOP communication ;  
Le GMI,

D'une part, et  
La FILPAC CGT ;  
La F3C CFDT ;  
La FFSCEGA CFTC ;  
La FL CGT-FO ;  
L'IP CFE-CGC,

D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Equilibre du régime conventionnel*

1. Cotisations. – Taux d'appel

Compte tenu des résultats techniques du régime de prévoyance, le taux d'appel des cotisations des non-cadres est fixé à 90 % du taux conventionnel.

2. Clause d'examen annuel

La commission paritaire se réunit annuellement afin d'analyser la situation de l'ensemble du régime de prévoyance conventionnel des non-cadres.

Les parties signataires s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'équilibre de ce régime, sans baisse des prestations, et ce tant que le taux d'appel n'a pas été rétabli à hauteur de 100 % du taux conventionnel.

## **Article 2**

### *Modification du dispositif de portabilité des garanties prévoyance procédant de l'accord paritaire en date du 26 février 2010*

#### **1. Portabilité des garanties prévoyance**

Le dispositif de portabilité des garanties prévoyance procédant de l'accord paritaire en date du 26 février 2010 est modifié pour ce qui est de la durée maximale de la portabilité des garanties de prévoyance :

La durée maximale de la portabilité est portée de 9 à 12 mois pour tous les salariés de la profession dont la cessation du contrat est postérieure au 31 décembre 2013.

Les autres dispositions procédant de l'accord du 26 février 2010 restent inchangées.

#### **2. Suivi du dispositif**

Un point sur le suivi technique et financier de ce dispositif sera fait en fin d'année par la commission paritaire afin de maintenir ou de modifier les modalités d'application de celui-ci, et ce en fonction des résultats du régime.

## **Article 3**

### *Modifications statutaires*

Les membres de la commission paritaire approuvent les modifications des règlements de la CARPILIG-P ci-après mentionnées.

*(Voir tableau page suivante.)*

## Présentation des différentes modifications du règlement

ANCIEN TEXTE	NOUVEAU TEXTE
<p>Article 9. – Dispositions relatives à la portabilité des garanties prévoyance</p> <p>Le mécanisme de portabilité des droits prévoyance prévoit qu'en cas de rupture de son contrat de travail (non consécutive à une faute lourde) le maintien de droit n'est valable que pour la période durant laquelle le salarié est au chômage, pour une durée égale à la durée de son dernier contrat de travail, appréciée en mois entiers, dans la limite de 9 mois de couverture.</p> <p>Pour les salariés ayant au moins 50 ans lors de la cessation de leur contrat de travail ainsi que pour les salariés reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie (CDAPH), la limite maximale de couverture est portée à 12 mois.</p> <p>Tout salarié disposant de 6 mois de présence continue dans la profession, dans une ou plusieurs entreprises relevant du champ d'application de la convention collective de l'imprimerie de labeur et des industries graphiques et adhérant à la CARPILIG-P bénéficie du maintien des droits au regard du régime de prévoyance conventionnelle dans le cadre du dispositif de portabilité tel que précisé ci-dessus.</p> <p>Le dispositif entre en application à la date de cessation du contrat de travail.</p> <p>L'institution se réserve le droit de réclamer à l'intéressé toute pièce administrative de nature à justifier ses droits au titre de l'assurance chômage. En cas de non-envoi des justificatifs demandés, le droit à garantie cesse.</p> <p>Les droits garantis par le régime de prévoyance au titre de l'incapacité temporaire ne peuvent conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçu au titre de la même période.</p> <p>Les prestations seront calculées sur la base des montants perçus au titre de l'indemnité chômage.</p>	<p>Article 9. – Dispositions relatives à la portabilité des garanties prévoyance</p> <p>Le mécanisme de portabilité des droits prévoyance prévoit qu'en cas de rupture de son contrat de travail (non consécutive à une faute lourde) le maintien de droit n'est valable que pour la période durant laquelle le salarié est au chômage, pour une durée égale à la durée de son dernier contrat de travail, appréciée en mois entiers, dans la limite de 9 mois de couverture.</p> <p><b>Cette limite maximale de couverture est portée à 12 mois pour tous les salariés dont la cessation du contrat de travail est postérieure au 31 décembre 2013.</b></p> <p>Tout salarié disposant de 6 mois de présence continue dans la profession, dans une ou plusieurs entreprises relevant du champ d'application de la convention collective de l'imprimerie de labeur et des industries graphiques et adhérant à la CARPILIG-P bénéficie du maintien des droits au regard du régime de prévoyance conventionnelle dans le cadre du dispositif de portabilité tel que précisé ci-dessus.</p> <p>Le dispositif entre en application à la date de cessation du contrat de travail.</p> <p>L'institution se réserve le droit de réclamer à l'intéressé toute pièce administrative de nature à justifier ses droits au titre de l'assurance chômage. En cas de non-envoi des justificatifs demandés, le droit à garantie cesse.</p> <p>Les droits garantis par le régime de prévoyance au titre de l'incapacité temporaire ne peuvent conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçu au titre de la même période.</p> <p>Les prestations seront calculées sur la base des montants perçus au titre de l'indemnité chômage.</p>

#### **Article 4**

##### *Date d'application*

Le présent accord est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les organisations signataires demandent l'extension du présent accord.

(Suivent les signatures.)